

PROCÈS VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2026

NOMBRE DE MEMBRES

En exercice : 11

Présents : 11

Pouvoir : 0

Absent : 0

Date de convocation

18/09/2026

Date d'affichage de la convocation

18/09/2026

L'an deux mille vingt-six le vingt-trois septembre à 19 heures, se sont réunis les membres du CONSEIL MUNICIPAL sous la présidence de Monsieur William PIERRON, maire.

Etaient présents : Lionel BESANÇON, Julie BRIX, Séverine DI REZZE, Pascal GALIZOT, Samar HURPEAU, Ludiwine JONCOUR, Laurence MENDER, Pierre Marie PARISEL, Rémi PIERRON, William PIERRON, Maxime VEANÇON.

Formant la majorité des membres en exercice.

Procuration(s) : /

Etai(ent) absent(s) : /

Etai(ent) excusé(s) : /

A été nommé(e) comme **secrétaire de séance** : Mme Laurence MENDER

2026-33 : SPL-XDEMAT Examen du rapport de gestion du CA 2025

Par délibération du 14 mars 2018, le Conseil municipal a décidé de devenir actionnaire de la société SPL-Xdemat créée en février 2012 par les Départements des Ardennes, de l'Aube et de la Marne, afin de bénéficier des outils de dématérialisation mis à disposition comme Xmarchés, Xactes, Xelec, Xparaph, Xconvoc...

A présent, en application des articles L. 1524-5 et L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, il convient pour chaque collectivité actionnaire de la société, de se prononcer après un débat, sur le rapport écrit qui lui est soumis par son représentant au Conseil d'administration, comprenant notamment des informations générales sur les modifications des statuts et des éléments financiers.

Cette dernière, réunie le 30 juin dernier, a été informée des conclusions de ce rapport et a approuvé à l'unanimité les comptes annuels de l'année 2025 et les opérations traduites dans ces comptes, après avoir entendu le commissaire aux comptes qui n'a formulé aucune remarque.

L'assemblée délibérante de chaque actionnaire doit examiner à son tour le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Vu le Code général des collectivités territoriales en ses articles L. 1524-5 et L. 1531-1,

Vu les statuts et le pacte d'actionnaires de la société SPL-Xdemat,

Vu le rapport écrit soumis par le représentant de la collectivité au Conseil d'administration, contenant de gestion dudit Conseil et les modifications apportées aux statuts,

Le Conseil municipal, après examen, décide d'approuver, **à l'unanimité**, ledit rapport écrit, figurant en annexe, et de donner acte à M. le Maire de cette communication.

2026-34 : Taxe sur la vacance des locaux d'habitation

Monsieur le maire,

- expose les dispositions de l'article 1406 bis du Code général des impôts permettant au conseil municipal d'instituer la taxe sur la vacance des locaux d'habitation ;
- rappelle les conditions d'assujettissement des locaux et les critères d'appréciation de la vacance et précise qu'en cas d'imposition erronée, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la commune ;
- explique que cette taxe concerne les logements habitables, non meublés et vacants depuis au moins deux années au 1er janvier de l'année d'imposition ;
- précise que sont notamment exclus du champ de la taxe les logements dont la vacance est indépendante de la volonté du contribuable, ainsi que les logements détenus par les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte destinés à être attribués sous conditions de ressources ;
- indique qu'à ce jour, la commune ne recense pas de logements identifiés comme remplissant les conditions d'assujettissement à cette taxe ;
- considère néanmoins que l'institution de cette taxe constitue un outil préventif permettant, le cas échéant, de favoriser la remise sur le marché de logements durablement vacants et de contribuer au maintien de la population et à l'attractivité du village, en favorisant la disponibilité de logements susceptibles d'accueillir de nouveaux habitants.

Vu l'article 1406 bis du code général des impôts,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **par 11 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :**

Décide d'instituer la taxe sur la vacance des locaux d'habitation.

Charge Monsieur le maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

2026-35 : Subvention Association Familles Rurales de la Côte en Haye

Suite à l'organisation de la soirée « éclipse solaire » du 12 août 2026 et à son succès auprès des habitants de la commune, le maire propose de contribuer par une subvention de 50,00 € aux frais engagés par l'association.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, **par 11 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION,**

- ACCEPTE de verser 50,00 € au titre d'une subvention à l'association Familles Rurales de la Côte en Haye, somme qui sera affectée au compte 65748 conformément au budget 2026,

- CHARGE Monsieur le Maire d'en informer la présidente de l'association ainsi que le Trésorier de la commune.

2026-36 : Subvention au CPTS Toul et Nord Toulais

Sur présentation d'un budget prévisionnel, les membres de la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) Toul & Nord Toulais ont sollicité une subvention de 100 € afin d'aider à poursuivre le développement de ses actions au service de la santé de proximité.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, **par 11 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION,**

- ACCEPTE de verser 100,00 € au titre d'une subvention à la CPTS Toul & Nord Toulais, somme qui sera affectée au compte 65748 conformément au budget 2026,

- CHARGE Monsieur le Maire d'en informer le président de l'association ainsi que le Trésorier de la commune.

2026-37 : Convention mandat pour l'établissement de la facturation par l'ONF pour des recettes issues des ventes de bois

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 2121-29, L. 2122-21 et L. 2122-22, Vu le code forestier, et notamment les articles L. 211-1 et L. 211-2 relatifs au régime forestier et l'article L. 214-6 relatif à la vente des coupes et des produits de coupe issus des forêts relevant du régime forestier,

Considérant que la commune de Domèvre-en-Haye est propriétaire de bois et forêts relevant du régime forestier,

Considérant que la commercialisation des coupes et produits de coupe issus de ces forêts est assurée par l'Office national des forêts,

Considérant que la commune demeure compétente pour décider des ventes et en fixer les conditions,

Considérant la nécessité d'assurer l'émission des factures correspondantes dans des conditions sécurisées,

Considérant que la commune souhaite confier à l'ONF un mandat limité à la facturation, à l'exclusion de toute mission d'encaissement,

Considérant que le recouvrement des recettes relève exclusivement du comptable public assignataire de la commune,

Après avoir délibéré, le conseil municipal décide, **par 11 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :**

- La commune donne mandat à l'ONF pour procéder, en son nom et pour son compte en tant que collectivité propriétaire, à l'établissement et à l'émission des factures relatives aux ventes de bois issues de la forêt communale réalisées en application de l'article L. 214-6 du code forestier (ventes simples). Les ventes réalisées en application de l'article L. 214-7 du code forestier sont exclues du présent mandat (ventes groupées).
- La présente décision prend effet à compter de la date de signature de la convention de mandat par les deux parties et demeure en vigueur pour toute la durée du mandat électoral des membres du conseil municipal, jusqu'à la désignation du prochain conseil municipal. Cette convention pourra être révoquée à tout moment pour l'ensemble des ventes concernées par décision du conseil municipal.
- Il autorise Monsieur le Maire à signer la convention de mandat ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

2026-38 : Tarif des affouages 2027

Le conseil municipal, à l'unanimité, **par 11 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ABSTENTION :**

- DÉCIDE de mettre en place un tarif pour les affouages 2027, à 8,00 € le stère de bois

2026-39 : Destination des coupes de l'exercice 2027

Après avoir entendu l'exposé de M. Pascal GALIZOT, le Conseil Municipal délibère et fixe comme suit la destination des coupes de l'exercice 2027 :

Le Conseil municipal, à l'unanimité, par 11 voix POUR, 0 voix CONTRE, 0 ABSTENTION :

- APPROUVE l'Etat d'Assiette des coupes de l'année 2027 présenté;
- DEMANDE à l'ONF de bien vouloir procéder à la désignation des coupes inscrites à l'état d'assiette présentées ci-après;
- FIXE comme suit la destination des coupes de l'exercice 2027:



- Vente des futaies de la coupe façonnée et bois de chauffage réservé aux particuliers, fixe comme suite les diamètres de futaie à vendre : unité de gestion 21 et 23

Essences = TOUTES, Ø minimum à 1,30 m = 35 cm

Et Autorise la vente par l'ONF des grumes aux ventes groupées, toute vente amiable, y compris dans le cadre des contrats d'approvisionnement, faisant l'objet d'un avis conforme du Maire.

Pour les autres produits :

Partage sur pied entre les affouagistes

• Désigne comme bénéficiaire solvables MM BESANCON, PIERRON, GALIZOT qui ont déclaré accepter ces fonctions et de se soumettre solidairement à la responsabilité déterminée par l'article L243 1 du code forestier et de la pêche maritime.

• Décide de répartir l'affouage par tête, par feu, moitié par tête, moitié par feu

• Fixe selon la délibération 2026-38 la taxe d'affouage à 8 €

2026-40 : Projet de rénovation thermique du bâtiment communal situé 2 place de l'église

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal qu'un projet de rénovation thermique de l'ensemble du bâtiment communal situé 2, place de l'Église, avait été présenté au Conseil municipal en 2025.

Dans le cadre de ce projet, plusieurs demandes de subvention avaient été adressées aux services de l'État, au Département, à la Région ainsi qu'à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

Monsieur le Maire indique que, compte tenu des retours des différents partenaires sollicités et des conditions requises pour l'obtention des subventions, il apparaît nécessaire de réexaminer le projet initial et de mieux cibler les travaux à réaliser au regard des besoins prioritaires du bâtiment.

Il propose ainsi de recentrer l'étude sur la partie gauche du bâtiment, comprenant notamment la salle de rencontre avec son espace théâtre ainsi que l'actuel bureau du syndicat scolaire.

Ce projet devra notamment permettre d'améliorer les performances thermiques de cette partie du bâtiment, afin de réduire les déperditions énergétiques et d'améliorer les conditions d'utilisation des locaux, dans un contexte de transition énergétique et d'évolution climatique.

Monsieur le Maire sollicite donc l'autorisation du Conseil municipal afin de réexaminer et de retravailler le dossier de rénovation thermique, en lien avec le bureau d'architecture.

Compte tenu de ses fonctions de président de la compagnie de théâtre utilisatrice des locaux concernés par le projet, Monsieur le Maire quitte la salle et ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, **par 10 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :**

- ACCEPTE le réexamen et la modification du projet de rénovation thermique du bâtiment communal situé 2, place de l'Église, afin de le recentrer sur les besoins prioritaires de la partie gauche du bâtiment ;
- CHARGE Monsieur le Maire de poursuivre les échanges avec le bureau d'architecture afin de retravailler le dossier et de signer tout document nécessaire à la mise à jour du dossier.

2026-41 : Changement des horaires d'ouverture de la mairie et de l'agence postale

Afin de mieux répondre aux besoins de la population et d'adapter les horaires aux habitudes des usagers, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de modifier les horaires d'ouverture au public de la mairie et de l'agence postale à compter du 02/11/2026 :

Les horaires d'ouverture seraient ainsi fixés comme suit :

- Mardi, jeudi et vendredi : de 9h00 à 12h00
- Mercredi et samedi : de 8h30 à 11h30

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, **par 11 voix POUR, 0 voix CONTRE et 0 ABSTENTION :** APPROUVE la modification des horaires d'ouverture au public de la mairie et de l'agence postale, selon les horaires suivants à compter du 02/11/2026 :

- Mardi, jeudi et vendredi : 9h00 à 12h00
- Mercredi et samedi : 8h30 à 11h30

CHARGE Monsieur le Maire d'en informer les services postaux ainsi que l'ensemble des habitants du territoire, par tous les moyens de communication à la disposition de la commune.

Fait à Domèvre-en-Haye, le 29 septembre 2026

Secrétaire de séance

Le Maire

